

Agence régionale de santé de Bourgogne Franche-Comté

Dijon, le 10 février 2025

Direction Inspection Contrôle Audit

Affaire suivie par : [REDACTED]

Courriel : [REDACTED]

Le directeur général de l'Agence régionale de santé

Le président du Conseil départemental de la Nièvre

à

Conseil départemental de la Nièvre

Direction de l'autonomie

Affaire suivie par : [REDACTED]

Courriel : [REDACTED]

Madame la directrice de l'EHPAD Marion de Givry

7 rue des Francs Bourgeois

58000 NEVERS

RAR N° 2C 182 939 7380 2

Objet : notification des mesures définitives suite au contrôle sur pièces réalisé au titre des articles L313-13 et suivants du code de l'action sociale et des familles – N° FINESS : 58 097 212 3 – EHPAD MARION DE GIVRY – NEVERS

PJ : tableau des mesures définitives

A la suite du contrôle sur pièces de l'établissement visé en objet dont vous assurez la gestion, nous vous avons adressé, par lettre du 25 novembre 2024, les mesures correctives envisagées ainsi que le rapport de la mission de contrôle afin de vous aider à restaurer au sein de votre établissement les conditions d'installation, d'organisation et de fonctionnement garantissant la qualité et la sécurité des prises en charge de vos résident(e)s.

Dans le cadre de la procédure contradictoire et en application des articles L121-1 et L122-1 du code des relations entre le public et l'administration, un délai de 15 jours vous a été accordé afin de pouvoir apporter des éléments de réponse à la prescription et aux trois recommandations envisagées et vos commentaires éventuels sur le rapport.

Nous accusons réception de votre réponse en date du 18 décembre 2024, ainsi que des pièces jointes à cette dernière. A la suite de l'analyse de ces éléments de réponse que vous avez portés à notre connaissance et conformément à ce que nous vous annoncions dans la lettre du 25 novembre 2024, nous vous notifions les mesures définitives relatives aux prescriptions et recommandations. Elles sont rassemblées dans le tableau joint en annexe et classées par ordre de priorité.

ARS Bourgogne-Franche-Comté
Le Diapason, 2 Place des Savoirs, CS 73535, 21035 Dijon cedex
Tél. : 0808 807 107 - Site : www.bourgogne-franche-comte.ars.sante.fr

Conseil Départemental de la Nièvre
Hôtel du département, 58039 Nevers cedex
Tél : 03 86 60 67 00 – Site : www.nievre.fr

Nous appelons votre attention sur l'importance d'assurer la mise en œuvre et la prise en compte dans votre établissement de ces mesures. Ces dernières feront l'objet d'un suivi par nos services et plus particulièrement par :

[REDACTED]
Direction territoriale de la Nièvre
Agence régionale de Santé Bourgogne-Franche-Comté
[REDACTED]

[REDACTED]
[REDACTED]
Conseil départemental de la Nièvre
[REDACTED]

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de 2 mois :

- D'un recours gracieux à notre attention,
- D'un recours hiérarchique auprès de la Ministre du travail, de la santé, des solidarités et des familles,
- D'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Dijon. Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet <http://www.telerecours.fr>

Le directeur général de l'Agence
régionale de santé de Bourgogne -
Franche-Comté

Le président du conseil départemental
de la Nièvre

ARS Bourgogne-Franche-Comté
Le Diapason, 2 Place des Savoirs, CS 73535, 21035 Dijon cedex
Tél. : 0808 807 107 - Site : www.bourgogne-franche-comte.ars.sante.fr

Conseil Départemental de la Nièvre
Hôtel du département, 58039 Nevers cedex
Tél : 03 86 60 67 00 - Site : www.nievre.fr

Tableau des mesures définitives
Prescriptions

Date de mise à jour des mesures : 14/01/2025

Affaire suivie : [REDACTED]

Num établissement : EHPAD MARION DE GIVRY

Adresse : 7 RUE DES FRANCS ROUGELOIS

Code postal : 60000

Commune : NEVERS

Prescriptions					
Nb	0	Libellé	Fondement juridique	Délai	Eléments de preuve à fournir
		Renforcer l'organisation des soins afin de garantir des prestations individualisées et réalisées au sein de l'établissement par des équipes pluridisciplinaires qualifiées : --en évaluant à travers la maquette organisationnelle, le besoin en ressources humaines qualifiées en matière d'AS/IDE (ETP cible) pour accompagner les résidents ; --en assurant un suivi de la maquette organisationnelle pour optimiser les ressources soignantes en lien avec l'ETP cible ; --en limitant la rotation du personnel soignant, en particulier le recours aux CDD ; --en s'assurant de la détermination effective des diplômés par les personnels pour tout recrutement, y compris en CDD ; --en inscrivant les professionnels PFAS en poste soit dans une formation diplômante soit dans un parcours VAE	Article L311-3 du CASP Article L312-1 II al 4 du CASP Article D372-155-0 II du CASP Article L4311-2 à 4 du CSP	6 mois	Maquette organisationnelle révisée Plan d'actions faisant apparaître les différents leviers activés, les délais et les réalisations pour recruter stabiliser et fidéliser l'équipe soignante Tableau de suivi nominatif des personnels PF AS en cours de VAE ou formation diplômante (date et n° de recevabilité de la demande, stade de la VAE, nom du tuteur) Tableau nominatif des agents soignants en poste au 01/09/2024 (IDE/AS/IFAS/AES/ASG...) en indiquant s'ils sont qualifiés pour l'exercice de leurs fonctions + si oui : copie des diplômes
				E1 E2 E3	Observations La mission prend note des réponses apportées par le gestionnaire : - en ce qui concerne le besoin en effectif, l'établissement a transmis une maquette organisationnelle révisée qui tient compte du personnel intérimaire. L'ETP cible est couvert sur les postes d'AS et d'IDE - le gestionnaire a transmis le plan d'action 2025 mis en oeuvre en sein de l'établissement pour stabiliser et fidéliser l'équipe soignante (nomination de deux référents soignants pour l'accueil et l'accompagnement des nouveaux soignants, avantages salariaux, accompagnement de salariés dans le cadre de VAE et dans le cadre de formation diplômante ASD...) - le listing des professionnels en poste au 01/09/2024 et la copie de leurs diplômes ont été transmis à la mission. La prescription n°1 est abandonnée.
					Abandonnée

Tableau des mesures définitives
Recommandations

Date de mise à jour des mesures : 14/01/2025	Nom établissement : EHPAD MARION DE GIVRY
Affaire suivie par : [REDACTED]	Adresse : 7 RUE DES FRANCS BOURGEOIS
	Code postal : 58000
	Commune : NEVERS

Recommandations			
N°	Libellé	Référentiel de bonnes pratiques	Observations
1	[REDACTED]	RAPP : qualité de vie en EHPAD - volet 4 : l'accompagnement personnalisé de la santé du résident, HAS, 2012	Le gestionnaire précise que [REDACTED] La recommandation n°1 est maintenue, dans l'attente de la transmission de l'attestation finale de formation.
2	Organiser de manière efficiente la circulation optimale des décisions et informations significatives prises par la direction, auprès des personnels.	RAPP bientraitance : définition et repères pour la mise en œuvre, HAS, 2008	L'établissement indique que les comptes rendus des réunions de CODIR sont désormais accessibles à l'ensemble des professionnels et disponibles à l'accueil.
3	Définir la stratégie de la structure en matière de développement et de maintien des compétences en lien avec le recueil des besoins en formation des salariés et les obligations réglementaires qui s'imposent au gestionnaire Assurer la sensibilisation régulière à la bientraitance et/ou la prévention de la maltraitance de l'ensemble des salariés en inscrivant annuellement, dans le plan de développement des compétences, une formation relative ce thème; ceci afin de développer une réflexion collective sur les pratiques professionnelles, la connaissance des conduites à tenir et une culture partagée autour de définitions communes.	RAPP : mise en œuvre d'une stratégie d'adaptation à l'emploi des personnels au regard des populations accompagnées, HAS, 2008 RAPP : missions du responsable d'établissement et au rôle de l'encadrement dans la prévention et le traitement de la maltraitance, partie II, HAS, 2008	La recommandation n°2 n'est pas maintenue. Le gestionnaire précise qu'un référent bientraitance est identifié au sein de l'établissement (psychologue) et qu'il dispose d'une formation spécifique (attestation de formation fournie). Une démarche Humanitude et une promotion de la bientraitance sont mises en œuvre au sein de la structure. La recommandation n°3 n'est pas maintenue.